



**ACCORD D'ENTREPRISE RELATIF AU COMPTE ÉPARGNE TEMPS**

**Entre les soussignés,**

La Caisse d'Épargne **Nord France Europe**, dont le siège social est situé  
135, Pont de Flandres - 59031 Lille Cedex  
Représentée par Madame **Christine GOEURY**, Membre du Directoire en charge du pôle Ressources,

**Et**

La Caisse d'Épargne **Picardie**, dont le siège social est situé  
8 rue Vadé – 80 064 Amiens cedex 9  
Représentée par Monsieur **Jean-Pierre TAMIGI**, Membre du Directoire en charge du pôle  
Ressources,

**D'une part**

**Et**

Les organisations syndicales représentatives suivantes :

Le syndicat **CFDT**, représenté par :

BAUDRY BENOIT, délégué syndical Caisse d'Épargne Nord France Europe

et par  
ANNE FRION LEVEQUE, délégué syndical Caisse d'Épargne Picardie

Le syndicat **CFTC**, représenté par :

SERVAIS Valéry, délégué syndical Caisse d'Épargne Nord France Europe

Le syndicat **SNE-CGC**, représenté par :

LECLERQ Laurent, délégué syndical Caisse d'Épargne Nord France Europe

Le syndicat **FO**, représenté par :

DUMONT ANNA, délégué syndical Caisse d'Épargne Picardie

Le syndicat **SU-UNSA**, représenté par :

MULLIER Alain, délégué syndical Caisse d'Épargne Nord France Europe

et par

Olivier BURMARD, délégué syndical Caisse d'Épargne Picardie

Le syndicat **SUD**, représenté par :

BRILLONT Annela, délégué syndical Caisse d'Épargne Nord France Europe

**D'autre part,**

AS  
AM  
AB  
S/S  
M  
L

Il a été préalablement exposé :

## PREAMBULE

Le **Compte Epargne Temps** est un dispositif légal d'accumulation de droits à congés. Il offre aux salariés la possibilité de se constituer un capital de temps libre rémunéré, propre à permettre la réalisation d'un projet personnel ou la satisfaction d'un besoin ponctuel, de bénéficier d'une rémunération immédiate ou différée. Ce dispositif permet notamment aux salariés proches de la retraite d'anticiper la date de leur fin de carrière professionnelle.

Le **Compte Epargne Temps** ne doit toutefois pas se substituer à la prise effective des jours de congés payés et des jours de repos dont bénéficient les salariés.

L'adhésion au **Compte Epargne Temps** est une démarche strictement volontaire du salarié.

Les dispositions du présent accord ayant pour objet de définir les modalités de mise en place d'un **Compte Epargne Temps** au sein de la nouvelle Caisse d'Epargne Hauts de France, les dites dispositions se substituent à la date d'entrée en vigueur du présent accord aux règles portant sur ces thèmes nés, d'accords (énumérés en annexe 1) ou d'usages, au sein de la Caisse d'Epargne Nord France Europe et Picardie.

A compter de la date d'application du présent accord, l'ensemble des droits des salariés affectés au **Compte Epargne Temps** en application des dispositions conventionnelles antérieurement applicables seront gérés et liquidés conformément aux dispositions ci-après.

**Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :**

## ARTICLE 1 : BENEFICIAIRES

Tous les salariés de l'entreprise sont libres d'adhérer au **Compte Epargne Temps**.

Le droit à l'ouverture du compte est subordonné à la présence dans l'entreprise ou dans le groupe BPCE du salarié intéressé depuis un an.

## ARTICLE 2 : SOURCES D'ALIMENTATION

Le **Compte Epargne Temps** fait l'objet de différents apports à l'initiative du salarié, soit en nature, soit en numéraire.

### Article 2.1 : Apport en nature

#### Article 2.1.1 Apport de congés payés

Tout salarié peut porter en compte tout ou partie des jours conventionnels de congés payés au-delà de 20 jours ouvrés des droits acquis par année. Les congés ancienneté peuvent être, quant à eux, librement et entièrement affectés au compte épargne temps.

#### Article 2.1.2 Apport de jours de repos supplémentaires

Tout salarié peut porter en compte des jours supplémentaires de repos (JRST), attribués au titre de la réduction du temps de travail dans la limite de la moitié des droits attribués.

#### Article 2.1.3 Apport au titre de repos compensateur de remplacement d'heures supplémentaires

Tout salarié peut porter en compte le repos compensateur de remplacement d'heures supplémentaires d'une durée minimale de 7 heures, dans la limite de 35 heures soit 5 jours par an.

OS  
AGZ  
AD  
AD  
VS  
AD  
S.

## Article 2.2 : Apport en numéraire

Les salariés ont la possibilité d'affecter au Compte Epargne Temps tout ou partie:

- du treizième mois,
- de la prime de part variable
- d'une prime individuelle annuelle
- de la prime d'intéressement pour les collaborateurs de 57 ans et plus
- de la prime de participation pour les collaborateurs de 57 ans et plus

## ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DES APPORTS AU COMPTE EPARGNE TEMPS

Les demandes de versement au Compte Epargne Temps sont adressées à la Direction des Relations Sociales via un outil dédié, au plus tard le :

- 15 janvier pour les apports en nature (congrés payés conventionnels et JRTT) de l'année précédente
- Dans le mois qui précède le versement du 13<sup>ème</sup> mois
- Dans le mois qui suit le versement de la part variable ou de la prime individuelle annuelle
- Au mois de novembre de chaque année pour le repos compensateur de remplacement d'heures supplémentaires

## ARTICLE 4 : GESTION DU COMPTE EPARGNE TEMPS

Le Compte Epargne Temps est géré en jours, à la fois pour les apports en nature et/ou en numéraire.

L'annexe 2 précise les modalités de valorisation en jours des apports en nature et en numéraire.

## ARTICLE 5 : PLAFONNEMENT DE L'EPARGNE

Les droits inscrits au Compte Epargne Temps ne peuvent excéder le plafond déterminé à l'article D.3154-1 du code du travail. Ce plafond est fixé à six fois le plafond mensuel retenu pour le calcul des contributions au régime d'assurance chômage. Pour 2017, ce plafond est de 78 456 €. Les droits supérieurs à ce plafond seront liquidés par le versement au salarié d'une indemnité correspondant à la conversion monétaire de ses droits.

## ARTICLE 6 : UTILISATION DU COMPTE

Les droits affectés au compte épargne temps sont utilisés à l'initiative du salarié soit pour :

- indemniser en tout ou partie un congé
- bénéficier d'une rémunération immédiate ou différée
- transférer des droits acquis au CET vers le PERCO-I et/ou vers le PEE.

### Article 6.1 : Prise de congés

Le Compte Epargne Temps peut être utilisé par tout salarié pour la prise d'un congé au-delà du terme de la période fixée pour la prise des congés payés, ce congé devant être d'une durée minimale et ininterrompue de cinq jours ouvrés. Il peut être accolé ou non aux congés payés de la période de référence.

Ce congé est accordé en tenant compte des contraintes d'organisation de l'unité de travail.

Par exception, le salarié qui souhaite bénéficier d'un congé pour soigner personnellement son conjoint (mariage ou conclusion d'un pacte civil de solidarité), un enfant ou un ascendant gravement malade, pourra, après épuisement des droits prévus au statut du personnel et sur présentation d'une attestation médicale, utiliser son épargne du CET immédiatement.

Handwritten signatures and initials: AF, AB, VS, and other illegible marks.

## **Article 6.1.1 : Type de congés pouvant être financés par le CET**

### **Congé non rémunéré**

Le Compte Épargne Temps permet de rémunérer un congé à temps plein non rémunéré. Tel est le cas notamment du congé parental d'éducation à temps plein, du congé pour création d'entreprise, du congé sabbatique prévus respectivement aux articles L.1225-47, L3142-79 et L3142-91 du code du travail, et du congé pour convenances personnelles prévu par l'article 64 des dispositions statutaires.

### **Passage d'un temps plein à un temps partiel**

Le Compte Épargne Temps peut servir à financer le passage d'un temps plein à un temps partiel.

Ce complément de rémunération permet de percevoir pendant tout ou partie du congé un complément de rémunération, notamment dans le cadre d'un congé parental d'éducation à temps partiel.

Lorsque la demande de travail à temps partiel est acceptée, le complément de rémunération est accordé à la date d'effet de l'avenant au contrat de travail.

### **Article 6.1.2 : Rémunération du congé**

Le salarié percevra une rémunération brute égale à celle qu'il aurait perçue s'il était resté en activité dans la limite des droits utilisés.

Le montant brut de la rémunération est ainsi calculé :

$$\frac{\text{Nombre de jours ouvrés épargnés X Montant de la rémunération mensuelle brute à taux plein}}{21,67} \times \text{Taux d'emploi au moment de la prise de congé}$$

21,67 correspondants au nombre mensuel moyen de jours ouvrés.

Le congé pris par le salarié peut n'être que partiellement rémunéré. Tel est le cas lorsque, par exemple, un salarié n'ayant capitalisé que trois mois de congé prend un congé de six mois.

Les versements sont effectués mensuellement à la périodicité de la paie.

Cette rémunération est soumise à cotisations sociales et fiscales à l'occasion de chaque versement, dans les conditions du droit commun.

A titre exceptionnel, et à la demande expresse du salarié, la rémunération brute correspondant à la période de congé peut être versée :

- en une seule fois sous forme de capital
- pour moitié en capital et pour autre moitié en rémunération.

Les versements sont soumis à cotisations sociales et fiscales.

### **Article 6.1.3 : Modalités de demande d'un congé**

#### **Article 6.1.3.1 : Demande de congé de fin de carrière**

Le salarié qui souhaite bénéficier d'un congé dit de fin de carrière en fait la demande par écrit ou par mail à la Direction des Relations Humaines avec copie à son manager.

Cette demande s'effectue en respectant un délai de prévenance de 4 mois avant la prise effective du congé.

La Direction des Relations Humaines vérifie la validité de la demande et confirme au salarié les dates de congé.

AE  
AF  
AD  
ABP  
VS

### **Article 6.1.3.2 : Autres demandes de congé**

Les demandes de congé défini par la loi, par les accords collectifs nationaux de la branche Caisse d'Epargne et du Groupe BPCE, ou par le statut du personnel, et financé en tout ou partie par le Compte Epargne Temps, doivent respecter le formalisme fixé par la loi ou les dispositions conventionnelles.

### **Article 6.2 : Rémunération immédiate**

Les jours de congés payés affectés au Compte Epargne Temps pourront être convertis en argent dans la limite de 5 jours par an.

La formule de conversion en argent des congés payés affectés au compte épargne temps figure en annexe 3 du présent accord.

Cette conversion en argent est ouverte aux salariés ayant des droits inscrits en compte depuis au moins 2 ans.

La demande de conversion en argent des congés payés affectés au compte épargne temps s'effectue par courriel adressé à la Direction des Relations Sociales. L'indemnité brute, soumise à cotisations sociales et fiscales, est versée avec la paie du mois qui suit la réception de la demande de conversion.

### **Article 6.3 : Rémunération différée par rachat de trimestres d'assurance vieillesse**

Dans le cadre de la loi FILLON du 21 août 2003 portant réforme des retraites, tout salarié peut utiliser les droits acquis au CET pour racheter un maximum de 12 trimestres au titre du régime général de sécurité sociale pour l'assurance vieillesse.

Ces rachats concernent :

- les années d'étude effectuées dans les établissements d'enseignement supérieur et donnant lieu à la délivrance d'un diplôme
- les années civiles incomplètes au cours desquelles l'activité professionnelle a permis de valider moins de 4 trimestres.

Le salarié souhaitant liquider ses droits au compte épargne temps afin de financer le rachat de tout ou partie de ces trimestres devra en informer la Direction des Relations Sociales et lui transmettre tout justificatif du montant du rachat.

La formule de conversion en argent figure en annexe 3 du présent accord.

### **Article 6.4 : Transfert des droits vers le PERCO-I et le PEE**

#### **Article 6.4.1 : Transfert des droits vers le PERCO-I**

Le salarié peut verser dans le PERCO-I tout ou partie des droits acquis sur son CET suivant les modalités définies dans l'accord d'adhésion au Plan d'Epargne pour la Retraite Collectif Interentreprises du Groupe BPCE.

Le transfert des droits s'effectue au cours du mois de mars de l'année en cours. Les salariés de la CENFE, entreprise absorbée, pourront exceptionnellement bénéficier de cette possibilité pour 2017 en formulant une demande auprès de la Direction des Relations Sociales. Les opérations de transfert seront réalisées en novembre 2017.

La formule de conversion en argent des jours transférés au PERCO-I figure en annexe 3 du présent accord.

#### **Article 6.4.2 : Transfert des droits vers le PEE**

Le salarié peut verser dans le Plan d'Epargne Entreprise tout ou partie des sommes inscrites sur son CET au jour du transfert.

Le transfert des droits s'effectue au cours du mois de mars de l'année en cours.

AFZ

AT

AB

VS

AO

M

S

Pour 2017, les salariés pourront exceptionnellement bénéficier de cette possibilité en formulant une demande auprès de la Direction des Relations Sociales. Les opérations de transfert seront réalisées en novembre 2017.

La formule de conversion en argent des jours transférés au PEE figure en annexe 3 du présent accord.

#### **ARTICLE 7 : ABONDEMENT**

L'épargne utilisée par un salarié est abondée par l'entreprise :

- à hauteur de 35 % des droits liquidés dans le cadre d'une cessation totale ou partielle d'activité avant le départ effectif en retraite, dit congé de fin de carrière, hors éventuel dispositif de préretraite progressive
- à hauteur de 20 % des droits liquidés dans le cadre d'un congé de solidarité familiale
- à hauteur de 10 % des droits liquidés dans le cadre :
  - d'un congé de proche aidant
  - d'un congé pour catastrophe naturelle
  - d'un congé de solidarité internationale.

Le versement effectif de l'abondement s'effectue en jours entiers de congé, le montant de l'abondement étant arrondi au nombre entier supérieur.

A titre dérogatoire, les droits acquis au 30 avril 2017 sur le Compte Epargne Temps applicable en Caisse d'Epargne de Picardie issue de l'accord du 7 décembre 2001, seront abondés par l'entreprise à hauteur de 40% en cas de déblocage des droits issus du Compte Epargne Temps pour un congé de fin de carrière.

#### **ARTICLE 8 : STATUT DU SALARIE PENDANT SON CONGE ET A L'ISSUE DU CONGE**

Le contrat de travail est suspendu pendant la durée du congé. Le salarié reste inscrit à l'effectif et demeure électeur et éligible aux élections professionnelles et bénéficie des prestations de protection sociale du contrat groupe national.

La période rémunérée par le Compte Epargne Temps n'est pas assimilée à du temps de travail effectif pour l'acquisition des congés payés, des JRTT.

Par contre, elle est prise en compte au titre de l'ancienneté dans l'entreprise.

De la même façon, elle est prise en compte pour l'attribution de l'intéressement et de la participation au titre de la part liée à la rémunération versée et elle ne l'est pas pour la part liée à la présence effective du salarié ou assimilée.

A l'issue de ce congé, le salarié est réintégré dans son précédent emploi. A défaut, il lui sera proposé un emploi de même catégorie professionnelle assorti d'une classification et d'une rémunération au moins équivalente.

#### **ARTICLE 9 : CONVERSION DU CET EN NUMERAIRE**

Indépendamment de l'utilisation du CET en rémunération immédiate ou différée, le salarié bénéficie, à sa demande, de la conversion de son épargne temps en numéraires dans les cas suivants :

- mariage de l'intéressé ou conclusion d'un pacte civil de solidarité
- naissance, ou arrivée au foyer en vue de son adoption, d'un troisième enfant, puis de chaque enfant suivant
- divorce, séparation ou dissolution du pacte civil de solidarité
- invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, ou de son conjoint (mariage ou conclusion d'un pacte civil de solidarité), au sens des 2° et 3° de l'article L341-4 du code de la sécurité sociale
- décès du conjoint (mariage ou conclusion d'un pacte civil de solidarité)
- cessation du contrat de travail du bénéficiaire ou de son conjoint (mariage ou conclusion d'un pacte civil de solidarité)
- création ou reprise par le bénéficiaire ou son conjoint (mariage ou conclusion d'un pacte civil de solidarité) d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre

AS CC  
AS  
US

individuel, soit sous la forme d'une société, à condition d'en exercer effectivement le contrôle au sens de l'article 163 a du code général des impôts, ou installation en vue de l'exercice d'une autre profession non salariée

- acquisition ou agrandissement de la résidence principale emportant création de surface habitable nouvelle telle que définie à l'article R111-2 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve de l'existence d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux, ou remise en état de celle-ci à la suite d'une catastrophe naturelle.
- situation de surendettement du salarié justifiant d'une recevabilité de son dossier par la Banque de France
- absence du salarié pour maladie supérieure à six mois consécutifs
- cas de force majeure.

La formule de conversion en argent figure en annexe 3 du présent accord.

En cas de rupture du contrat de travail, l'indemnité compensatrice de CET, soumise à cotisations sociales et fiscales, est versée dès la fin du préavis et correspond aux droits acquis au moment du départ du salarié.

En cas de décès, cette indemnité est versée aux ayants droits du salarié.

#### **ARTICLE 10 : INFORMATION**

Tout salarié titulaire d'un Compte Épargne Temps recevra annuellement un état récapitulatif du nombre de jours épargnés complété d'une conversion en numéraire des droits inscrit au compte à date.

#### **ARTICLE 11 : DUREE DE L'ACCORD – ENTREE EN VIGUEUR**

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017, à condition qu'il soit valablement conclu en application des dispositions légales au sein de chacune des Caisses signataires et valablement déposé.

#### **ARTICLE 12 : CONDITIONS DE REVISION ET DE DENONCIATION**

##### **ARTICLE 12.1 : CONDITIONS DE REVISION**

Les dispositions du présent accord pourront faire l'objet à tout moment de demandes de révision sous forme de lettre recommandée avec avis de réception et moyennant un préavis de trois mois.

La demande de révision doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre contre décharge, à l'ensemble des parties signataires et adhérentes.

La demande de révision n'est recevable qu'à échéance d'une période d'observation d'un an courant à compter de la date de signature du présent accord, et doit être accompagnée d'indications précises sur les changements souhaités.

Ce délai d'un an peut être réduit d'un commun accord dans le cas où les parties souhaitent réviser le même article et y apporter les mêmes ajouts, suppressions ou modifications. Ce délai ne sera par ailleurs pas opposable en cas de modification des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles ayant une incidence directe ou indirecte sur le présent avenant.

Toutes les organisations représentatives dans l'entreprise seront convoquées à la négociation de l'avenant de révision, dans un délai maximum de deux mois suivant la demande de révision.

Les parties mettront tout en œuvre pour faire aboutir les négociations dans un délai de 6 mois à compter de la première réunion.

En cas d'absence d'accord passé ce délai, les négociations prendront fin et conduiront à poursuivre l'application du présent avenant dans les mêmes conditions, sauf souhait de l'une des parties de procéder à la dénonciation de l'accord dans les conditions ci-dessous précisées, et ce, conformément aux dispositions légales.

#### **ARTICLE 12.2 : CONDITIONS DE DENONCIATION**

Indépendamment de la procédure de révision énoncée ci-dessus, toutes les dispositions du présent accord sont convenues pour une durée indéterminée, et peuvent à ce titre être dénoncées à tout moment par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous forme de lettre recommandée avec avis de réception et moyennant un préavis de trois mois.

Conformément à l'article L.2222-6 du code du travail, l'accord dénoncé continuera de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord qui lui est substitué, ou à défaut pendant une durée de un an à compter de la date d'effet de la dénonciation.

#### **ARTICLE 13 : PUBLICITE**

Le présent accord est déposé à la **Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi** dans les quinze jours qui suivent sa signature ainsi qu'au secrétariat du greffe de conseil de prud'hommes du siège de la Caisse d'Epargne Nord France Europe et du siège de la Caisse d'Epargne Picardie.

Le présent accord sera porté à la connaissance du personnel par le biais de l'outil intranet. Un exemplaire sera remis à chaque membre du personnel qui n'y a pas accès et qui en fera la demande auprès de la Direction des Ressources Humaines.

OS  
ARZ  
AD  
AM  
M  
ABP  
VS

Fait à Amiens et à Lille, en 20 exemplaires  
le 26 avril 2017,

Pour la Direction de la CENFE

Madame Christine GOEURY  
Membre du Directoire  
en charge du pôle Ressources

Pour la Direction de la CEP

Monsieur Jean-Pierre TAMIGI  
Membre du Directoire  
en charge du pôle Ressources

Pour les Organisations Syndicales Représentatives de la CENFE et de la CEP

	Nom, Prénom du Signataire	Signature
CFDT (CENFE)	M. BAUDRY BENOIT Délégué Syndical	
CFDT (CEP)	M. Armin FRISON LEVEQUE Délégué Syndical	
CFTC (CENFE)	M. SERVATIS Valéry Délégué Syndical	
FO (CEP)	M. DUDONT ARNAUD Délégué Syndical	
SNE - CGC (CENFE)	M. LECLERCQ Laurent Délégué Syndical	
SU - UNSA (CENFE)	M. MULLIER Alain Délégué Syndical	
SU - UNSA (CEP)	M. Olivier Buisson Délégué Syndical	
SUD (CENFE)	M. BRINONT Amélie Délégué Syndical	

Handwritten notes and initials in the bottom right corner, including 'AF2', 'AF1', 'AB', '49', and a circled 'D'.

**ANNEXE 1**  
**ACCORD RELATIF AU COMPTE EPARGNE TEMPS**  
**LISTE DES ACCORDS DE LA CAISSE D'EPARGNE NORD FRANCE**  
**EUROPE ET PICARDIE SUBSTITUES**

A compter du 1<sup>er</sup> mai 2017, le présent accord se substitue aux dispositions des accords suivants :

- Accord d'entreprise de la Caisse d'Epargne Nord France Europe du 11 février 2011 relatif au Compte Epargne Temps
- Accord d'entreprise de la Caisse d'Epargne Picardie du 7 décembre 2001 relatif au Compte Epargne Temps
- Avenant à l'accord d'entreprise de la Caisse d'Epargne Picardie du 22 avril 2004 relatif au Compte Epargne Temps
- Avenant à l'accord d'entreprise de la Caisse d'Epargne Picardie du 9 novembre 2006 relatif au Compte Epargne Temps
- Avenant à l'accord d'entreprise de la Caisse d'Epargne Picardie du 20 avril 2012 relatif au Compte Epargne Temps
- Avenant à l'accord d'entreprise de la Caisse d'Epargne Picardie du 26 février 2015 relatif au Compte Epargne Temps

OR  
AB  
AR  
AD  
M  
AB  
S.  
VS

**ANNEXE 2**  
**ACCORD RELATIF AU COMPTE EPARGNE TEMPS**  
**MODALITES DE VALORISATION EN JOURS DES APPORTS EN NATURE**  
**ET EN NUMERAIRE AU COMPTE EPARGNE TEMPS**

<b>Apport en nature</b>	
Congés payés	$N = \text{Nombre de jours} \times \text{Nombre de jours hebdomadaires de travail} / 5$
JRTT	$N = \text{Nombre de jours}$
<b>Apport en numéraire</b>	
13 <sup>ème</sup> mois	$N = \text{Montant versé} / \text{Valeur brute d'une journée de travail}$
Part Variable	$N = \text{Montant versé} / \text{Valeur brute d'une journée de travail}$
Intéressement	$N = \text{Montant versé} / \text{Valeur brute d'une journée de travail}$
Participation	$N = \text{Montant versé} / \text{Valeur brute d'une journée de travail}$

La valeur brute d'une journée de travail est égale à la rémunération mensuelle brute soumise à cotisations sociales équivalent temps plein divisé par 21,67

  
 AF2  
 AF1  
 AF3  
 VS  
 S

**ANNEXE 3**  
**ACCORD RELATIF AU COMPTE EPARGNE TEMPS**  
**FORMULE DE CONVERSION EN ARGENT DES DROITS AFFECTES AU**  
**COMPTE EPARGNE TEMPS**

La formule de conversion en argent des droits affectés au Compte Epargne Temps est la suivante :

$$\frac{\text{Nombre de jours débloqués} \times \text{Montant de la rémunération mensuelle brute à taux plein}^*}{21,67^{**}}$$

\*La rémunération mensuelle brute est la rémunération soumise à cotisations sociales

\*\*21,67 correspondants au nombre mensuel moyen de jours ouvrés.

Handwritten initials and signatures: A large stylized signature at the top, followed by initials 'OS', 'AD', 'AM', and 'AD' arranged in two columns.